



MINISTÈRE DES ARMÉES

**DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER ET
GROUPEMENT DE SOUTIEN COMMISSARIAT NOUVELLE-CALEDONIE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

DE L'ACCORD-CADRE

N°2024-019

OBJET

**ACQUISITION DE PRESTATIONS DE GESTION RELATIVE AU TRAITEMENT ET L'ELIMINATION DES DECHETS
DANGEREUX ET NON DANGEREUX ISSUS DES EAUX NOIRES, DES EAUX GRISES, DES EAUX GRASSES ET DES
HYDROCARBURES DES NAVIRES DES ARMEES AU PROFIT DES FANC**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET	- 3 -
ARTICLE 2. DEFINITION DES TERMES.....	- 3 -
ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT DU CONTRAT	- 3 -
ARTICLE 4. PRINCIPES DU CONTRAT	- 3 -
ARTICLE 5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	- 4 -
ARTICLE 6. MODALITES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	- 4 -
1. Modalités d'exécution des prestations du lot 1	- 4 -
2. Modalité d'exécution des prestations du lot 2	- 4 -
3. Modalité d'exécution des prestations du lot 3	- 4 -
ARTICLE 7. LIEUX D'EXÉCUTION	- 5 -
ARTICLE 8. INTERVENANTS DES ARMÉES	- 5 -
ARTICLE 9. DISPOSITIONS PARTICULIERES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	- 5 -
Dispositions préalables	- 5 -
1. Lancement du contrat	- 5 -
2. Interlocuteur du titulaire	- 5 -
3. Vérification des moyens mis en place par le titulaire pour assurer l'exécution des prestations	- 5 -
Dispositions courantes	- 5 -
1 Demande d'intervention par l'administration	- 5 -
2 Présentation du titulaire sur le lieu de réalisation de la prestation de vidange	- 6 -
3 Suivi de l'exécution de la prestation	- 6 -
ARTICLE 10. CONTRÔLE ET VÉRIFICATION	- 6 -
ARTICLE 11. ETAT DU PARC DES NAVIRES CONCERNES PAR LE CONTRAT	- 6 -
ARTICLE 12. MANAGEMENT ET QUALITÉ	- 6 -
ARTICLE 13. EXIGENCES PARTICULIÈRES.....	- 6 -
ARTICLE 14. MESURES DE PREVENTION ET PLAN DE PREVENTION	- 7 -

ARTICLE 1. OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour objet la passation d'un contrat d'acquisition de prestations de gestion relative au traitement et à l'élimination des déchets dangereux et non dangereux issus des eaux noires, des eaux grises, des eaux grasses et des hydrocarbures des navires des armées au profit des FANC.

ARTICLE 2. DEFINITION DES TERMES

1 - Les déchets issus des eaux noires et grises

Les eaux noires sont des déchets issus des toilettes des navires. Elles contiennent souvent des additifs chimiques ajoutés dans les réservoirs dédiés pour désodoriser et accélérer leur décomposition. La pollution générée est essentiellement d'ordre bactériologique. Ces eaux, une fois vidées des réservoirs des navires, sont transportées vers les dépotoirs communaux, communs aux eaux noires domestiques.

Les eaux grises sont des déchets provenant du lavage de la vaisselle, des douches. Elles contiennent différents produits d'origine chimique non biodégradable. Communément considérées comme moins polluantes que les eaux noires, elles sont en réalité beaucoup plus néfastes pour l'environnement. Tout comme les eaux noires, vidées des navires, elles sont conduites vers les dépotoirs communaux.

2 - Les déchets issus des eaux grasses

Les eaux grasses sont des déchets issus de fonds de cale. Ce sont des eaux qui viennent des activités de nettoyage des navires, de leurs équipements ou, pour les FANC, des équipements des forces embarquées sur les navires. Ces eaux, très nocives pour l'environnement, s'accumulent dans les fonds des navires. Elles contiennent des substances organiques polluantes et des métaux lourds qui s'accumulent dans l'environnement sans pouvoir s'éliminer.

3 - Les déchets issus des hydrocarbures

Les déchets issus des hydrocarbures sont du gasoil pompé des réservoirs des navires. Vidés des réservoirs des navires pour des raisons techniques, considérés comme corrompus, sont traités et ou éliminés comme déchets

ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT DU CONTRAT

Les prestations sont divisées en trois (3) lots, à savoir :

LOTS	DESIGNATION
N°1	fourniture de prestations de gestion relative au traitement et à l'élimination des déchets issus des <u>eaux noires et des eaux grises des navires des armées au profit des FANC</u>
N°2	fourniture de prestations de gestion relative au traitement et à l'élimination des déchets issus des <u>eaux grasses des navires des armées au profit des FANC</u>
N°3	fourniture de prestations de gestion relative au traitement et à l'élimination des déchets issus des <u>hydrocarbures des navires des armées au profit des FANC</u>

ARTICLE 4. PRINCIPES DU CONTRAT

Le titulaire du contrat est l'entreprise collectrice des déchets issus des navires des armées. Il assure la gestion du processus de leur élimination.

- Il collecte les déchets sur les lieux d'exécution des prestations indiqués sur le contrat et sur les bons de commande ;
- Il transporte les déchets vers les lieux de traitement, de valorisation et/ou d'élimination. Il assure leur stockage en cas de besoin en attendant leur élimination ;
- Il apporte à l'administration la preuve de la réalisation de toutes les opérations, intermédiaires et finales.

Il doit à ce titre, disposer de l'agrément de transport des huiles usagés et disposer, pour l'exécution des prestations des lots 2 et 3, des camions bénéficiant de l'**Accord relatif au transport international des**

marchandises dangereuses par route dit **ADR** et pour l'exécution des prestations du lot 3, des camions bénéficiant la norme **Atmosphère explosif (ATEX)**.

ARTICLE 5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations à réaliser sont, pour tous les lots, le pompage, la vidange et le transport des déchets des navires vers les lieux de traitement et d'élimination correspondant.

Conformément aux dispositions des codes de l'environnement provinciaux relatives à la hiérarchie des modes de traitement des déchets et aux dispositions réglementaires en vigueur sur le territoire, le titulaire adopte le mode de traitement adéquat.

ARTICLE 6. MODALITES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le processus de traitement et d'élimination des déchets issus des eaux noires, grises, grasses ou des hydrocarbures des navires des armées se déroule en plusieurs phases.

La 1ère phase consiste à vider les cuves des navires. Le prestataire doit à cet effet disposer des moyens de pompage et de transport appropriés.

Les autres phases dépendent de la nature du déchet à traiter et ou à éliminer.

Avant les opérations de pompage, l'administration s'assure de la propreté de la cuve du véhicule de transport du prestataire privé par un contrôle visuel. Le but est de s'assurer que le déchet ne soit pas pollué par un autre produit déjà présent dans la cuve.

En cas de non-conformité de la cuve constatée par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Pour tous les lots, le titulaire réalise des prélèvements des déchets vidés des navires des armées.

Ces prélèvements sont conservés en deux échantillons. Le premier échantillon est destiné à l'administration, pour analyse du produit, en cas de contestation. Le second, conservé par le titulaire, pour contre-expertise.

Les échantillons sont fournis par le titulaire. Ils sont marqués pour des besoins de suivi, de la date, de l'heure et de la nature des déchets prélevés.

Ils sont détruits à la réception du bordereau de suivi des déchets.

1. Modalités d'exécution des prestations du lot 1

Les déchets issus des eaux noires et grises sont vidés des navires des armées par le titulaire. Ces déchets (eaux grises + eaux noires) pompés des cuves des navires des armées peuvent être mélangés. Ils sont transportés comme « déchets non dangereux » vers les dépotoirs communaux, lieux de traitement et d'élimination de ce type de déchet.

Ces déchets ne doivent cependant pas être mélangés avec les déchets issus des eaux grasses (dite eaux mazouteuses ou de fonds de cale) ou des hydrocarbures.

2. Modalité d'exécution des prestations du lot 2

Les déchets issus des eaux grasses, dits fonds de cale ou eaux mazouteuses sont, suivant la réglementation sur l'environnement, considérés comme déchets dangereux.

Vidés des navires par pompage, ils sont traités et valorisés auprès d'une société agréée. Le traitement peut se faire, soit sur le territoire, par une entreprise agréée, soit à l'étranger, en cas d'impossibilité de valorisation et/ou d'élimination sur le territoire.

En attendant leur prise en charge pour destruction, ces déchets peuvent être stockés dans les locaux du titulaire.

3. Modalité d'exécution des prestations du lot 3

Les déchets issus des hydrocarbures, pompés et vidés des cuves des navires des armées, sont transportés par le titulaire dans les locaux de la société agréée pour élimination.

En attendant leur prise en charge pour destruction, ces déchets peuvent être stockés dans les locaux du titulaire.

ARTICLE 7. LIEUX D'EXÉCUTION

Les déchets sont collectés soit :

- sur les quais de la base navale, à Nouméa ;
- en cas de besoin, sur les quais d'un port civil à Nouméa.

Le titulaire est informé du lieu exact lors de la demande d'intervention. Il prend ses dispositions pour les accès.

ARTICLE 8. INTERVENANTS DES ARMÉES

Pour la partie élaboration et suivi du contrat, la DICOM.

Pour la partie exécution, deux agents des armées de la base navale, dont :

- un responsable du suivi de l'exécution technique du contrat ;
- un des mécaniciens du bateau, responsable des opérations de vidange du navire.

NB : le prestataire n'a pas accès au navire. Il reste à quai, aux abords de son véhicule de vidange. Il fournit aux mécaniciens du navire les moyens de pompage à bord. Les opérations de vidange à l'intérieur du navire sont de la stricte responsabilité du personnel des armées.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS PARTICULIERES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Dispositions préalables

1. Lancement du contrat

Dix (10) jours ouvrés suivant la notification du contrat, le bureau achats de la DICOM organise avec le titulaire et le responsable de l'exécution technique du contrat une réunion de relecture des dispositions importantes du contrat.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur l'importance de cette réunion qui donne lieu à un compte rendu établi par ses soins et transmis sous 15 jours calendaires.

2. Interlocuteur du titulaire

Lors de la réunion de lancement du contrat, le titulaire nomme une personne de l'encadrement joignable en cas de besoin.

3. Vérification des moyens mis en place par le titulaire pour assurer l'exécution des prestations

Avant le début d'exécution des prestations, il est établi, au cours de la réunion de lancement du contrat, un constat contradictoire sur la liste des moyens matériels, humains et de stockage que possède le titulaire, avancés dans son offre. Les lieux géographiques de stockage des déchets dangereux doivent être fournis au représentant du pouvoir adjudicateur.

L'administration se réserve le droit de procéder à des vérifications physiques.

Dispositions courantes

Les opérations de vidanges sont exécutées selon les besoins de la base navale. Ces besoins sont commandés suivant le flux des entrées des navires dans son port. En conséquence, l'administration ne définit aucun planning annuel des interventions.

Le prestataire du contrat est donc sollicité au fur et à mesure de la survenance des besoins des FANC.

Le besoin étant opérationnel, le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution des prestations suivant les modalités d'exécution du contrat comme suit :

1 Demande d'intervention par l'administration

Les prestations du présent contrat s'exécutent :

- pour les lots 1 et 3, par de bons de commande ponctuels émis par le bureau finances de la DICOM ;
- pour le lot 2, par ordre d'intervention émis par l'administration précédé d'un bon de commande technique annuel émis par la DICOM.

NB : le bon de commande technique annuel ne vaut pas ordre d'intervention. Des dispositions complémentaires sont prévues dans le cahier des clauses administratives particulières.

2 Présentation du titulaire sur le lieu de réalisation de la prestation de vidange

Les délais d'intervention de la société sont précisés dans la demande d'intervention. Le délai minimal d'intervention est de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du mail de demande d'intervention.

La société se présente sur le lieu de réalisation de la prestation de pompage munie de ses moyens de pompage et de transport appropriés. Les capacités de pompage, de stockage et de transport du camion sont fournies à titre indicatif sur la demande d'intervention.

L'exécution de la prestation se réalise en étroite collaboration avec les intervenants de la partie exécution des prestations du contrat, désignés à l'article 8 « intervenants » du présent document.

Quel que soit le produit à vidanger, et suivant les lots du contrat, le prestataire doit disposer de tous les moyens, nécessaires à la réalisation de la prestation (effectifs, camion, tuyau ; pompes...). Ces moyens doivent être conformes à la réglementation et à la convention de la profession, autant pour le chargement que pour le déchargement des contenants, y compris pour le transport.

Dans tous les cas, les opérations nécessaires à l'exécution de la prestation, hors navire, sont de l'entière responsabilité du titulaire.

Toutes les précautions sont prises par le titulaire pour que les produits ne puissent en aucun cas s'échapper de leur contenant pendant les opérations de chargement et de transport.

3 Suivi de l'exécution de la prestation

L'élimination des déchets est matérialisée par le Bordereau de suivi des Déchets (BSD). Une copie est transmise à l'administration pour l'élaboration du certificat de service fait et pour le paiement de la prestation.

A défaut, dans l'attente de la réception du bordereau de suivi des déchets, le titulaire peut présenter, pour l'établissement du certificat de service fait et pour paiement, le bordereau d'envoi et ou de dépôt des déchets pour élimination.

Selon la nature et les quantités des déchets récoltés dans les navires des armées, pour le compte des FANC, le titulaire du contrat transmet aux sociétés agréées les déchets pour traitement, valorisation et élimination. Il assure la gestion du processus d'élimination des déchets. Il en apporte la preuve de leur élimination définitive au représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10. CONTRÔLE ET VÉRIFICATION

Les prestations du contrat font l'objet de contrôle et de vérification quantitative et qualitative par le représentant du pouvoir adjudicateur, responsable de l'exécution technique du contrat.

ARTICLE 11. ETAT DU PARC DES NAVIRES CONCERNES PAR LE CONTRAT

Les prestations à fournir définies ci-dessous concerne l'ensemble des navires actuellement en service ainsi que tous les navires des armées entrant sur les ports de Nouméa pendant toute la durée d'exécution du contrat.

ARTICLE 12. MANAGEMENT ET QUALITÉ

Le titulaire s'engage à organiser un système de traçabilité des actions, des données d'exploitation et d'autres informations sur les prestations dont il a la charge. Il désigne un agent responsable du suivi de l'exécution des prestations du contrat, en renseignant son adresse mail et son numéro de téléphone.

ARTICLE 13. EXIGENCES PARTICULIÈRES

Les délais proposés pour l'exécution des prestations définies dans le présent document ont pour objectif d'assurer la disponibilité des navires.

Le titulaire est tenu, en cas d'impossibilité d'exécuter les prestations dans les délais, d'en informer immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de l'exécution des prestations du contrat.

ARTICLE 14. MESURES DE PREVENTION ET PLAN DE PREVENTION

Les prestations ne peuvent débuter qu'à compter de la mise en place du Plan de prévention établi avec le chargé de prévention du site concerné.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification du marché pour remettre les documents nécessaires à l'établissement du plan de prévention.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère Armées (disponible sur Légifrance) et s'engage à s'y conformer.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations par du personnel qualifié ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à un sous-traitant.

Dès la réunion de lancement de l'accord cadre et en tout état de cause avant tout début de prestation, le titulaire contacte le chargé de prévention de la base navale de façon à établir les plans de prévention et le protocole de pompage, chargement et transport.

Les coordonnées du chargé de prévention sont fournies au moment du lancement du contrat par le service bénéficiaire.

Le personnel doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées dans le plan de prévention pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité du pompage, des chargements et des transports, sécurité incendie, non-utilisation des téléphones et autres équipements du site, port des équipements de protection individuelle (EPI), etc...).

La non-application par le titulaire des mesures et des consignes de sécurité données par le chargé de prévention ou par le correspondant de prévention, peut entraîner la résiliation du contrat conformément à l'article 38 du CCAG/FCS.

Le titulaire informe dans un délai d'un (1) jour ouvré le chargé de prévention d'organisme ou d'emprise concerné de tout accident de travail survenu à son personnel.

Les chargés de prévention et des risques professionnels (CPRP) d'organismes ou d'emprise, communique au titulaire les consignes de sécurité applicables dans le cadre du présent contrat.